



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

27/08/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 294 du 27 août 2026

ÉDITO

Le rapport de force à la rentrée ne se déterminera pas à Roland Garros face à l'offensive super austéritaire que mijotent patronat et pouvoir. Pourtant c'est là, qu'entre gens de bonnes compagnies sont venus à l'invitation du Medef, candidats à l'élection présidentielle et syndicalistes. Les capitalistes sont donc aux yeux de ceux venant se faire adouber, des partenaires sociaux et politiques acceptables. Ce n'est pas notre point de vue. Pour nous communistes, pour les travailleurs, les capitalistes sont nos exploiters et rien n'est à discuter; il faut les combattre afin d'abattre ce système dont tout montre qu'il mène l'Humanité à la catastrophe. A cette rentrée un seul mot d'ordre: organiser la lutte pour les revendications et contre la guerre impérialiste, ouvrir enfin une perspective de changement de société.

Sommaire :

Luttes

- ▶ *Grève ce samedi chez Gibert Joseph (Paris) :*
- ▶ *Les agents de la centrale nucléaire de Chinon appellent à la grève*
- ▶ *À Saint-Nazaire, la grève du service éducation se poursuit*
- ▶ *Le personnel soignant de l'hôpital de Redon en grève*
- ▶ *" Licenciés comme des malpropres " : le désarroi et la colère des salariés d'Aubin Imprimeur à Ligugé*
- ▶ *25 août 1944 Paris se libère*
- ▶ *Rassemblement pour le maintien du bureau de poste du Pont-de-Montvert (Lozère)*
- ▶ *Commerce : grève nationale 29 août, contre l'exploitation des travailleurs étrangers*
- ▶ *La caravane de la CGT dans les vignes en Champagne : tous les vendangeurs ont les mêmes droits*
- ▶ *Beaune Brioches succès de la solidarité de classe*
- ▶ *Ferropem (Savoie), les salariés toujours au chômage technique après 10 mois*

Dossiers ; Économie

- ▶ *Fibre Excellence : une offre de reprise*
- ▶ *Start-up, capital et fusion nucléaire*
- ▶ *Pigasse, un banquier de gôche ? mais surtout un banquier !*
- ▶ *La puissance de calcul : une marchandise ?*

International ; Solidarité internationaliste

- ▶ *Hyundai, Corée du Sud 40 000 employés se sont arrêtés afin de faire entendre leurs revendications*
- ▶ *Norvège: grève de contrôleurs aériens, très grosses perturbations*
- ▶ *Grève chez SPM Ferries Saint-Pierre-et-Miquelon*
- ▶ *Au Maroc, une grève des avocats longue de plus de cent jours paralyse la justice*
- ▶ *Une " guerre des gazoducs " sur fond géopolitique*
- ▶ *Trois ans de lutte face à Elon Musk et au pouvoir des multinationales : Tesla contre les syndicats suédois*
- ▶ *USA : Absence d'augmentations à Worldport ! Le syndicat silencieux*

- *Un mois d'octobre contre l'armement d'Israël*
- *Airbus Espagne, reconduction de la grève*

Luttes

Grève ce samedi chez Gibert Joseph (Paris) :

Suppressions d'emploi chez Gibert : les salarié·es sont en grève ce samedi avec piquet de grève. Venez soutenir la mobilisation des salarié·e-s ce samedi 29 août, à partir de 10 heures devant les magasins du boulevard Saint-Michel et 15-17 Boulevard Barbès

Mercredi 26 août, les salarié·e-s de Gibert Joseph Paris se sont massivement mobilisés à l'appel de la section CGT : avec 90 % de grévistes, la direction n'a pas pu ouvrir à la clientèle trois magasins sur cinq. A l'issue de la journée, les grévistes ont unanimement décidé de poursuivre le mouvement samedi 29 août. Cette grève fait suite à l'annonce par la direction de la fermeture du magasin de Barbès et la suppression de 32 postes au sein établissements parisiens. Sur l'ensemble du réseau national, c'est plus d'une centaine d'emplois menacés sur 500. En plus des licenciements annoncés, les salarié·e-s et leurs représentant·e-s alertent sur la continuité de l'activité de l'entreprise : PSE uniquement dicté par une logique comptable sans réflexion sur l'organisation future des magasins, crise de gouvernance avec le départ de plusieurs cadres (DRH, DAF...), absence de marchandises dans les rayons du fait de la décision de la direction d'externaliser la logistique etc... Venez soutenir la mobilisation.

Les agents de la centrale nucléaire de Chinon appellent à la grève

En réponse à la publication du rapport de la Cour des comptes, en juillet 2026, attaquant le « tarif agent » des salariés EDF, le syndicat CGT de la centrale nucléaire de Chinon appelle à la grève. A la sortie d'une assemblée générale du personnel, à l'appel de la CGT, réunissant près de 150 salariés, les agents EDF de la centrale nucléaire de Chinon vont entrer en grève vendredi 28 août 2026, jusqu'au 31 août. « *Les agents réunis ont décidé, à une très forte majorité pour exprimer leur fort attachement à leurs droits* », de rencontrer le directeur du CNPE (Centre national de production électrique) de Chinon lors du CSE « *pour lui dire leur colère du fait de ce rapport injuste* ». Rendez-vous est pris pour le 15 septembre afin de rejoindre la grève nationale.

A Saint-Nazaire, la grève du service éducation se poursuit

Le conflit lancé en février dernier s'est prolongé pendant l'été. Les grévistes et la municipalité s'étaient quittés début juillet sur un constat d'échec, après le refus par les premiers de signer le protocole de sortie de conflit. Le préavis court toujours jusqu'au 30 septembre 2026 et aucune nouvelle rencontre n'est pour l'heure programmée. La grève viendra-t-elle perturber la rentrée scolaire du mardi 1^{er} septembre 2026? Le préavis court donc toujours jusqu'au mercredi 30 septembre.

Le personnel soignant de l'hôpital de Redon en grève

Les soignants de l'EHPAD Les Mariniers, au Centre hospitalier intercommunal Redon-Carentoir, seront en grève, mardi 1^{er} septembre 2026. Parmi les revendications : le manque d'effectif, une organisation de travail perturbée et le manque de moyens pour soigner correctement les résidents. Epuisé par un été compliqué, le personnel soignant sera en grève le mardi 1^{er} septembre 2026. Les soignants dénoncent un manque d'effectif, une organisation de travail et de plannings perturbée, des conséquences sur l'accompagnement des résidents et de leurs familles et une dégradation du service de restauration.

" Licenciés comme des malpropres " : le désarroi et la colère des salariés d'Aubin Imprimeur à Ligugé

L'avenir de l'imprimerie centenaire Aubin, à Ligugé, s'assombrit. L'imprimeur Aubin, installé à Ligugé, près de Poitiers, se prépare à licencier 20 salariés. L'imprimerie emploie une centaine de personnes, la direction dit « *mettre en place un plan de sauvegarde de l'emploi "par décision unilatérale"* » Les représentants du personnel dénoncent une stratégie « *exclusivement financière de dépeçage de cette imprimerie plus que centenaire* » et un sacrifice des compétences. Fondée en 1891, l'imprimerie Aubin, connue notamment pour avoir imprimé des ouvrages comme Astérix, Le Petit Nicolas ou encore le Guide du Routard, est placée en redressement judiciaire depuis le début de l'année 2026. La DREETS (Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) a rejeté le plan social de l'imprimeur.

25 août 1944 Paris se libère

Nous reproduisons ici le discours de la Secrétaire générale de la CGT-Cochin, Aglawen Vega, lors de la commémoration de la libération de Paris.

Mesdames, Messieurs, Chers camarades

Nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre hommage aux femmes et aux hommes qui, dans les hôpitaux comme ailleurs, ont donné leur vie pour que nous vivions libres.

Le 25 août 1944, à l'initiative du peuple parisien, Paris était libéré du joug nazi et du régime de Vichy. Cette journée appartient à notre histoire. Mais elle n'est pas seulement une commémoration. Elle est aussi un rappel : celui de ce que des femmes et des hommes ont été capables de construire lorsque, après les années de guerre, d'occupation et de collaboration, ils ont voulu donner à la République un nouveau souffle.

À la sortie de la guerre, la France était ravagée, meurtrie et appauvrie. Pourtant, dans ces circonstances terribles, des femmes et des hommes, réunis au sein du Conseil national de la Résistance, ont porté un projet de transformation profonde de notre société.

Le programme du CNR ne se résumait pas à reconstruire des bâtiments ou des infrastructures. Il s'agissait de reconstruire une République plus juste renouant avec les idéaux de la Révolution.

C'est dans cet esprit qu'ont été mises en place la Sécurité sociale, les retraites par répartition, la protection maternelle et infantile, et un vaste système de protection sociale permettant à chacun de pouvoir vivre dignement et de faire face aux grands risques de l'existence.

C'est aussi dans cet esprit que furent nationalisées des entreprises et des secteurs stratégiques, notamment dans la presse, dans les domaines bancaire, énergétique et industriel.

Derrière toutes ces décisions, il y avait une idée profondément républicaine : le bien commun doit primer sur les intérêts particuliers.

Cette idée, la « vertu républicaine », mérite aujourd'hui d'être rappelée.

Car l'héritage du Conseil national de la Résistance fait l'objet d'attaques répétées. Ce qui avait été conçu comme un patrimoine collectif est progressivement présenté comme une charge, une dépense, un archaïsme qu'il faudrait réduire ou démanteler.

Et parmi les institutions qui subissent cette logique, il y a notre hôpital public.

Nous le savons : depuis des années, les personnels hospitaliers alertent sur le manque de moyens, le manque de lits, le manque de soignants, l'épuisement des équipes et la dégradation des conditions de travail.

L'été caniculaire de 2026, qui a déjà fait 7300 morts en France, a une nouvelle fois été révélateur de l'état de délabrement de nos hôpitaux et de notre système de santé. Quand les températures deviennent extrêmes, ce sont les mêmes personnels qui doivent faire face, souvent avec des moyens insuffisants, à l'afflux de patients et aux conséquences sanitaires du dérèglement climatique.

Et pourtant, alors que notre hôpital manque de moyens, que nos soignants manquent de bras et que tant de patients attendent des soins dans des conditions toujours plus difficiles, d'autres choix budgétaires sont faits.

Des sommes considérables sont consacrées à l'augmentation des dépenses militaires et à la préparation d'une guerre rejetée par la grande majorité des Français, jusqu'à voir apparaître des documents élaborés conjointement par les ministères des Armées et de la Santé afin de préparer les établissements et les soignants à accueillir un afflux de soldats blessés en cas de conflit majeur.

La question que nous devons nous poser est simple : quelle société voulons-nous construire et pour quel avenir?

Une société qui se prépare à soigner davantage de blessés de guerre tout en laissant son hôpital public se dégrader?

Une société qui accepte de réduire les moyens consacrés à la santé tandis que les dépenses militaires explosent ?

Ou une société considérant que protéger la population, c'est d'abord lui garantir l'accès aux soins, à la prévention, à la protection sociale et à des services publics dignes de ce nom ?

Commémorer la Libération de Paris, ce n'est pas seulement regarder vers le passé. de façon illimitée, pourquoi est-elle suivie de près par les syndicats toulousains

Rassemblement pour le maintien du bureau de poste du Pont-de-Montvert (Lozère)

Ils étaient quelques dizaines le jeudi 19 août à Pont de Montvert sur la place du marché afin de demander la réouverture et le maintien du bureau de poste fermé depuis un mois. Sur la banderole accompagnant le rassemblement on pouvait lire : " *Ici, le service public a une adresse* ". Les habitants font signer une pétition en ligne de soutien à leur action.

Commerce : grève nationale 29 août, contre l'exploitation des travailleurs étrangers

La Fédération Commerce Services CGT appelle à une grève nationale le 29 août pour protester contre l'exploitation des travailleurs étrangers. Tout particulièrement pour dénoncer le licenciement abusif de Ayoub. Ce dernier après avoir demandé à son employeur de faire les démarches nécessaires pour qu'il obtienne son autorisation de travail, cette dernière l'a suspendu pendant trois mois puis il a été licencié sans aucune explication. Pour la CGT c'est une intimidation contre tous ceux qui défendent légitimement leurs droits. La CGT réclame la réintégration de Ayoub et la régularisation de tous les travailleurs de chez *Action*. Si Toulouse est l'épicentre de la mobilisation, le mouvement s'étend car ce qui arrive à Ayoub n'est pas propre à *Action*, ce sont partout les mêmes pratiques et les mêmes souffrances pour les salariés.



La caravane de la CGT dans les vignes en Champagne : tous les vendangeurs ont les mêmes droits

Chaque année, près de 100.000 travailleurs saisonniers viennent pour vendanger en Champagne. Les militants de la CGT animant la caravane en sillonnant les vignobles sont là pour expliquer aux saisonniers qu'ils ont des droits. Qu'il existe un code du travail et des règles concernant les rémunérations, les temps de pause et l'hébergement. Devant des scandales liés à des hébergement insalubres, la Préfecture a dû procéder à des fermetures. Le 14 août, rappelons le, deux vendangeurs sont morts du fait des conditions climatiques¹.

Beaune Brioché succès de la solidarité de classe

Les salariés de Beaune Brioché ont obtenu un joli succès. Grâce à leur mobilisation et leur pétition, ils ont contraint la Préfecture de la Côte-d'Or en accordant une autorisation de travail à la direction pour Mahamadou, étudiant salarié étranger. Ce succès montre que seule l'action résolue peut mettre fin à une situation injuste et inacceptable.

Ferropem (Savoie), les salariés toujours au chômage technique depuis 10 mois

Depuis dix mois, les salariés de ferropem² sont au chômage technique. Cette entreprise produit du silicium, elle est féroce ment concurrencée par les producteurs chinois. Les salariés sont dans l'attente d'une réponse de la commission européenne d'adoption de mesures anti-dumping demandées par Ferroglobe. Cette entreprise a cessé toute activité en France depuis l'automne dernier³. L'inaction de la commission européenne semble liée au fait que de nombreuses entreprises dans les pays européens s'approvisionnent en silicium chinois et ne sont pas pressés de rompre une relation commerciale financièrement intéressante. Elles préfèrent laisser des dizaines de travailleurs sur le carreau quant aux questions de souveraineté nationale en lien avec un matériau aussi stratégique que le silicium, elles ne les préoccupent absolument pas !

Dossiers : Économie

Fibre Excellence : une offre de reprise

Le 24 août, une offre de reprise de *Fibre excellence* de Saint-Gaudens a été déposée *in-extremis* au tribunal de commerce de Toulouse par la région Occitanie via son agence d'investissement. Le projet est monté autour du groupe *Soprema*⁴ spécialisé dans la fabrication d'isolants à base de bois. L'offre prévoyant un plan d'investissement de 90 millions dont 5 apportés par la région reprendrait les 270 salariés. Le tribunal se prononcera le 8 septembre.

Start-up, capital et fusion nucléaire

La fusion nucléaire semble devenir un secteur particulièrement attractif pour les investissements capitalistes si l'on en juge par la floraison des start-up dédiées à cette filière et les sommes importantes qu'ils drainent en capital privé et aides publiques. Ainsi, en 2026 les fonds privés ont déjà investi 4 milliards de dollars selon la Fusion Industry Association⁵ sur les 14 milliards déjà investis. Ce mouvement est particulièrement perceptible aux États-Unis en Allemagne et au Japon. Le Japon vient de dévoiler son projet Starlight avec l'objectif de mettre en route un prototype en 2035. De son côté, l'Allemagne rappelle le, a fermé ses centrales nucléaires et ambitionne de construire la première centrale à fusion nucléaire. La France pour sa part est engagée dans le programme dédié ITER. Il s'agit d'un grand programme international⁶. Si l'agitation observée autour de la fusion nucléaire a pour carburant l'augmentation importante des besoins en énergie non carbonée et le coût relativement modeste de l'hydrogène et du deutérium pour alimenter ces machines, il y a cependant loin de la coupe au lèvres tant les problèmes techniques à résoudre sont complexes à l'échelle de machines industrielles. Une récente conférence⁷ au CUEM en rappelait les réalités. Selon un chercheur du CNRS cité par le journal *Les Echos* du 19 août : " *Il ne faut pas s'attendre raisonnablement à voir une première centrale à fusion commercialiser de l'électricité avant 2060* " ajoutant qu'il s'agissait d'un scénario optimiste. L'engouement d'investisseurs n'est sûrement pas lié à cette

longue attente mais au fait que les start-up, en particulier américaine font miroiter une avancée rapide et donc des profits subséquents.

Pigasse, un banquier de gôche ? mais surtout un banquier !

Il court les universités d'été, après celle des verts, celle de LFI, courtisé comme banquier de *gôche*, il professe la bonne parole, valide le programme des uns et des autres et dans une interview au Journal du Dimanche, il affirme : " *je ne suis pas noble* " et " *je fais partie du tiers-état*". Révolutionnaire en diable, il appelle à rien de moins qu'à : " *une nuit d'abolition des privilèges climatiques* ". Dans un mouvement encore plus osé, il plagie l'*Internationale* en déclarant : " *Il faut faire table rase du passé et changer l'avenir.*"

Mais qui, des travailleurs, peut faire confiance à un banquier d'affaires pour défendre ses intérêts de classe ? Posons la question aux travailleurs grecs, matraqués dans le processus de règlement de la dette grecque exigée par le FMI et l'UE et dont Pigasse fut l'auteur.

Décidément, rien n'est à attendre de tout cela, de Pigasse et de ceux lui donnant l'occasion de se faire passer pour ce qu'il n'est pas. Pigasse banquier défend ses intérêts de la classe des exploités alors, *soufflons nous même notre forge* celle de la lutte de classe pour abattre le capitalisme !

La puissance de calcul : une marchandise ?

Dernièrement, les marchés financiers ont pour lubie de fixer un prix à l'heure de puissance de calcul. Tous les autres produits ont un cours, pourquoi pas lui ?

En effet pour l'IA, la puissance de calcul est indispensable, pour cette raison entre autres vont être mis en place pour la première fois deux « contrats à termes » indexés sur le coût de location des H100 et Blackwell B200 (deux puces utilisées par l'IA). Ces contrats permettent de se protéger d'une explosion des prix de la « puissance de calcul ».

En effet, la course à l'obtention de ce bien est déjà très engagée, les entreprises d'IA comme Anthropic, Meta ou encore OpenAI en ont besoin pour entraîner de plus gros modèles ou augmenter la taille de leur serveur. Les fabricants de puces créent le produit équipant ensuite les *data centers* de Microsoft ou de Google qui louent eux-mêmes leur puissance de calcul aux entreprises de développement d'IA. Fixer un prix spécifique pour ces heures de locations semble donc tout à fait logique du point de vue capitaliste, vu la hausse de la demande. Les « contrats à termes » (c'est-à-dire que l'acheteur promet d'acheter, et le vendeur de vendre, un actif sous-jacent à un prix fixé dans le présent mais avec une livraison et un règlement dans le futur) permettent de mettre en place un prix futur arrangeant tout le monde, et dans le même temps de prétendre à désigner le futur prix de référence du produit.

Pourtant, si certains comparent déjà la puissance de calcul au pétrole, celle-ci s'apparente plutôt à de l'électricité. Elle ne peut pas être stockée et revendue plus tard, si elle est inutilisée elle disparaît, de plus, les puces utilisées ne sont pas interchangeables ce qui rend la comparaison difficile.

International : Solidarité internationaliste

Hyundai, Corée du Sud 40 000 employés se sont arrêtés afin de faire entendre leurs revendications

Le 20 août, 40 000 des 73 000 salariés des usines de Corée du Sud du constructeur automobile Hyundai ont fait grève à l'appel de leur syndicat. C'est la plus grosse grève chez Hyundai depuis dix ans ! Des débrayages devaient à nouveau avoir lieu lundi et mardi mais les négociations salariales ont abouti à un accord. Les employés de l'entreprise ont mené un total de 60 heures de grève cette année, le conflit social a coûté quelque 1,37 milliard d'euros à l'entreprise, la production de 55 200 voitures a ainsi été perturbée. La grève montre la force des travailleurs! "Nous sommes convenus d'augmenter le salaire mensuel de base de 100.000 won (62 euros) et de verser une prime équivalente à quatre mois de salaire", a indiqué le syndicat à l'AFP dans un communiqué. Les deux parties ont également acté le futur relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, contre 60 ans actuellement et la fin du plafonnement des salaires en fin de carrière. La loi coréenne est particulièrement désavantageuse pour les salariés âgés. Ils sont contraints de partir à la retraite à 60 ans, génial pourrait-on penser en France. Sauf ici, la pension de retraite n'est versée qu'à partir de 65 ans, entre-temps, l'allocation chômage est dérisoire et ne permet pas de vivre décemment.

L'automatisation toujours plus grande des usines crée une peur légitime de perdre son emploi chez les ouvriers. Hyundai mène d'ailleurs un projet de robots humanoïdes pour ses lignes de production. Le premier déploiement devrait avoir lieu dès 2028 dans l'usine américaine de la marque. Même dans les postes de bureau, les salariés craignent d'être remplacés par l'IA. Alors, parmi les revendications de cette grève, les employés de Hyundai réclament des garanties sur la pérennité de leur poste à long terme.

Une manifestation à Séoul a eu lieu devant le siège de la marque, avec plus de 3 000 ouvriers. Cette grève fait suite à l'échec des premières négociations salariales ayant eu lieu à la suite des arrêts de juillet et août. Hyundai a enregistré un chiffre d'affaires record au deuxième trimestre de 49.200 milliards de won.

Norvège: grève de contrôleurs aériens, très grosses perturbations

La grève des contrôleurs aériens norvégiens a entraîné la fermeture d'Oslo-Gardermoen au trafic commercial régulier, dimanche 23 août, de 6h30 à 11h30. Un conflit sur les pauses, les conditions de travail, les salaires. « *Les contrôleurs peuvent risquer de travailler entre huit et seize heures sans pause, ce que nous jugeons inacceptable* », a déclaré Robert Gjønnnes, dirigeant du syndicat. La désorganisation s'est prolongée sur l'ensemble du réseau, avec annulations, retards en cascade et une capacité du contrôle aérien durablement réduite. Près de 140 vols annulés à Oslo. La perturbation est d'autant plus sensible ici, constituant le pivot des liaisons domestiques norvégiennes et une plateforme majeure pour les liaisons scandinaves et européennes. L'aéroport devait accueillir quelque 95 500 passagers. La grève est intervenue après l'échec de la médiation entre le syndicat des contrôleurs aériens et l'organisation patronale Spekter.

Une nouvelle grève était annoncée à partir de mardi. Sous la pression l'association norvégienne des contrôleurs aériens et l'organisation patronale Spekter ont conclu lundi un accord à l'issue de près de six heures de négociations, mettant fin à un mouvement ayant fortement désorganisé les aéroports. L'accord prévoit une revalorisation salariale, l'organisation des pauses pour les contrôleurs, le texte ouvre une discussion sur une politique dédiée aux contrôleurs âgés de plus de 55 ans.

Grève chez SPM Ferries Saint-Pierre-et-Miquelon

Les employés de SPM Ferries ont déposé deux préavis de grève, l'un concernant les agents territoriaux à terre, l'autre les marins. Ils dénoncent, une dégradation de leurs conditions de travail. Un exécutif territorial "confiant" : « *Ce qui prévaut, c'est l'intérêt général, le service public et bien entendu le bien-être de nos agents et l'intérêt de la population. Parce que, derrière, si demain il y a une grève à partir de jeudi, qui peut potentiellement être reconductible, c'est tout le territoire qui se retrouve pénalisé.* » déclare Bernard Briand, président de la Collectivité territoriale, auprès de Saint-Pierre-et-Miquelon. Une phase de médiation avait été obtenue en juin dernier par les représentants syndicaux de la régie de transports maritimes, sans succès, amenant à la situation actuelle. « *On a réussi à trouver des ententes pour revaloriser de manière plus importante les salaires les plus bas, donc ceux des matelots de 8 %, et ensuite dégressif jusqu'à 4 % pour les officiers, avec en plus des intéressements nouveaux, des primes et des indemnités.* » note le président de la Collectivité territoriale. A suivre...

Au Maroc, une grève des avocats longue de plus de cent jours paralyse la justice

L'Association des barreaux du Maroc proteste depuis le début de l'année contre une nouvelle loi régissant l'exercice du métier d'avocat. Elle voit dans ce texte une « *atteinte à leur indépendance* ». La réforme du métier d'avocat ne passe décidément pas. Une nouvelle loi encadrant l'exercice de la profession a beau avoir été publiée au *Bulletin officiel*, le 20 août, l'Association des barreaux du Maroc appelle à poursuivre la grève. Celle-ci dure sans discontinuer depuis le 15 juin, après une première cessation d'activité d'un mois entre janvier et février. Soit plus de cent jours de mobilisation depuis le début de l'année. Le mouvement est tel qu'aucun des quelque 17 000 avocats du royaume, partisan ou non de la grève, n'est en mesure d'exercer normalement.

Consigne a été donnée de « *ne rien faire* », témoigne anonymement l'un d'eux, travaillant à Marrakech. La situation est suffisamment exceptionnelle pour que l'ordre de Casablanca, le plus important du pays, ait décidé d'octroyer des indemnités aux stagiaires et titulaires les plus précaires. Pendant ce temps, la justice tourne au ralenti.

Une " guerre des gazoducs " sur fond géopolitique

L'Algérie et le Maroc s'affrontent autour de deux mégaprojets concurrents visant à acheminer le gaz du Nigeria vers l'Europe. Effet collatéral de l'antagonisme entre les deux pays autour du contentieux sur le Sahara occidental.

L'Algérie soutient la cause sahraouie et le Front Polisario revendiquant le droit à l'autodétermination du Sahara occidental et hébergeant les camps de réfugiés de Tindouf, appuyant également la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Le Maroc, quant à lui revendique et contrôle la majeure partie du Sahara occidental, le considérant comme une partie intégrante de son territoire national.

L'Algérie, premier exportateur africain de gaz naturel, a mis fin en 2022 au contrat du GME (Gazoduc Maghreb Europe) celui-ci desservait l'Espagne en gaz algérien en transitant par le Maroc, ce dernier a perdu les redevances financières importantes et le gaz naturel alimentant deux de ses centrales électriques. Cette décision faisait suite à la rupture des relations diplomatiques entre Alger et Rabat intervenue en août 2021. Premier exportateur: l'Algérie reste un fournisseur majeur pour l'Europe, mais utilise d'autres routes,

l'approvisionnement continu par le gazoduc direct Medgaz (qui relie l'Algérie à l'Espagne sans passer par le Maroc) et par des navires transportant du gaz naturel liquéfié (GNL).

Le projet de méga-gazoduc marocain :

Le 20 juillet 2026, le projet est validé par la CEDEAO (Communauté économique d'Afrique de l'Ouest), les dirigeants ouest-africains ont donné leur aval au gazoduc transatlantique Nigeria-Maroc. *« Les pays sur le tracé ont besoin d'une énergie durable afin d'assurer leur développement économique. Les industries minières énergivores, ont besoin d'une énergie stable et durable comme le gaz »*. Les dirigeants locaux mettent en avant l'objectif de lutte contre la pauvreté, le verdissement des activités, cela constitue un écran idéal en faveur de leurs objectifs d'enrichissement.

Les travaux devraient débuter en 2028 pour un coût total estimé à 25 milliards de dollars, long de 7 000 kilomètres, un gazoduc sous-marin contournera la côte ouest de l'Afrique et connectera l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest jusqu'au Maroc et en fin de course une partie du gaz serait exportée vers l'Europe. Le gazoduc créerait un marché ouest-africain du gaz naturel, permettant aux pays de la région d'accéder à ce combustible et de valoriser leurs réserves pour ceux en possédant. Un changement, car actuellement le gaz est extrait des pays africains, raffiné et traité à l'étranger, puis réexpédié vers les pays africains à un prix trois ou quatre fois supérieur ! Cette nouvelle filière selon leurs auteurs stimulera la croissance industrielle régionale, (comprendre les profits pour les multinationales) mais aussi de renforcer la puissance de l'Afrique sur la scène internationale afin de négocier et avoir une place à la table des négociations mondiales.

La création de la société de projet sera basée à Casablanca [Maroc], le siège de l'autorité de gouvernance du gazoduc, est prévu à Abuja [capitale du Nigeria]. Le Nigeria, possède les plus grandes réserves de gaz connues du continent africain,

Les travaux devraient débuter en 2028 pour de premières livraisons de gaz en 2031. Sauf qu'aucun bailleur n'a encore confirmé d'engagement financier définitif pour ce projet évalué à 25 milliards de dollars.

600 millions d'Africains sans lumière

L'Afrique de l'Ouest doit-elle dépenser 41 milliards d'euros pour construire deux nouveaux gazoducs et prolonger sa dépendance aux énergies fossiles ? Le gazoduc servira-t-il en priorité à l'exportation du gaz vers l'Europe, les enjeux de l'Afrique du point de vue de l'impérialisme sont de tenir sous sa coupe les pays africains afin d'en exploiter les richesses naturelles et sa population représentant une source de force de travail jeune et importante. Le gaz est un peu plus « propre » que le charbon et le pétrole, deux fois moins émetteur de CO₂ que le charbon pour la production d'électricité. Le problème de l'Afrique est aujourd'hui la production d'énergie... 600 millions d'africains n'ont toujours pas d'électricité, la base pour avoir de la lumière, cuisiner sans charbon ou pouvoir utiliser un frigo... L'Afrique a droit à l'énergie pour se développer, comme le stipule l'ONU. Mais ce gazoduc, s'il voit un jour le jour, ne risque-t-il pas d'enfermer les pays dans une dépendance au gaz, avec une conséquence, retarder le déploiement des énergies renouvelables ? C'est l'argument développé par certains experts et ONG, parce qu'un gazoduc à 23 milliards d'euros, il faut l'amortir. Ces infrastructures gazières, vu les montants d'investissements nécessaires, ont besoin de fonctionner sur plusieurs décennies pour être rentabilisées, au moins 20, 30, 40 ans ou plus. L'ONG Reclaim Finance, travaille sur le financement de la transition énergétique/ *C'est quand même préoccupant, voire alarmant, de voir qu'on dédie de telles sommes d'argent à ce type d'infrastructures. Ce sont des montants qui ne sont pas utilisés pour le développement des infrastructures renouvelables.* » Les énergies renouvelables présentent plusieurs avantages pour l'Afrique comme le solaire : 7 des 10 pays dans le monde les plus ensoleillés sont en Afrique. Le soleil, c'est. Avec le solaire, nul besoin de construire de lignes électriques. Le prix des batteries pour stocker l'énergie solaire s'est effondré et on peut construire n'importe où des mini-centrales solaires.

Un gazoduc concurrent de celui du Maroc :

Le 11 février 2025, l'Algérie, le Nigeria et le Niger ont signé des accords afin d'accélérer la réalisation du gazoduc transsaharien coût estimé : entre 12 et 18 milliards d'euros, la longueur du gazoduc Transsaharien sera de 4 128 km et sa capacité annuelle de trente milliards de mètres cubes. Le ministère algérien précise : *« le tronçon engagé captera à la fois du gaz nigérian et « des volumes supplémentaires produits en Algérie sur un certain nombre de bassins gaziers en cours de mise en valeur ou nouveaux, en particulier celui d'Ahnet »*.

En février 2026, le Niger et l'Algérie annoncent le lancement du premier tronçon du gazoduc transsaharien passant par le Niger. Le 4 juin 2026, les travaux sont officiellement lancés dans l'extrême sud de l'Algérie, 70% des travaux sont déjà réalisés au Nigéria et en Algérie, ces derniers financeront la partie nigérienne.

Il est indispensable de revendiquer la socialisation des moyens de production des secteurs stratégiques et leur appropriation démocratiques par les salariés et les peuples. La question centrale est bien celle de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, leur appropriation, comme celle du pouvoir d'État, par les travailleurs salariés en tant que classe.

Le conflit entre Tesla et les syndicats suédois oppose une multinationale emblématique de la nouvelle économie au modèle social suédois fondé sur la négociation collective. Pour comprendre cette confrontation, il faut d'abord comprendre ce que représente la convention collective en Suède où 90% des salariés sont couverts par une convention collective. Contrairement à la France, où une grande partie du droit du travail repose sur la loi et le Code du travail, le système suédois repose largement sur la négociation entre organisations syndicales et employeurs. Les conventions collectives déterminent notamment les salaires, les horaires, les retraites professionnelles, les assurances, les congés et les conditions de travail. Environ neuf salariés suédois sur dix sont couverts par une convention collective. Ce système repose sur une tradition de plus d'un siècle de négociation entre syndicats et employeurs. Le conflit a commencé en octobre 2023, lorsque les mécaniciens de Tesla en Suède se sont mis en grève pour obtenir une convention collective. Tesla refusait de signer une telle convention. Pour les syndicats suédois, l'enjeu dépassait largement les salaires : il s'agissait de défendre le modèle suédois de relations sociales, dans lequel une grande partie des conditions de travail est déterminée par des accords entre syndicats et employeurs plutôt que par la loi. Plusieurs autres syndicats ont alors engagé des actions de solidarité : électriciens, dockers, employés des services postaux, etc. Le but était de rendre plus difficile le fonctionnement de Tesla en Suède et de contraindre l'entreprise à négocier.

Le 13 août 2026, le syndicat IF Metall a annoncé l'arrêt de son conflit avec Tesla, après que l'entreprise eut racheté les contrats de tous les salariés grévistes membres du syndicat. La fin effective des actions a été fixée au 19 août. IF Metall a considéré cette pratique comme sans précédent dans l'histoire récente du mouvement syndical suédois. À court terme, les syndicats n'ont pas obtenu leur objectif principal : Tesla n'a pas signé de convention collective. Le syndicat Unionen reconnaît lui-même que le conflit s'est terminé sans convention collective chez Tesla.

Mais il serait trop simple de conclure à une défaite pure et simple. Le conflit a duré près de trois ans et a mobilisé une grande partie du mouvement syndical suédois. Cette mobilisation, estime la confédération LO a renforcé la visibilité et le soutien public au modèle des conventions collectives. Le cas Tesla pose donc une question beaucoup plus large : Une multinationale disposant de moyens financiers considérables peut-elle s'installer dans un pays tout en refusant les règles sociales structurant traditionnellement son marché du travail ? C'est un excellent sujet pour un article militant sur le rapport de forces entre capital multinational et mouvement syndical, notamment en faisant le parallèle avec la situation française et l'évolution du syndicalisme.

Les multinationales disposent aujourd'hui d'une capacité de mobilité et de contournement considérable. Elles peuvent déplacer une partie de leur production, modifier leurs chaînes logistiques, externaliser certaines activités ou utiliser leur puissance financière afin de résister à des conflits locaux.

Face à cela, le syndicalisme ne peut pas rester uniquement national. Le conflit Tesla a justement montré l'intérêt d'une solidarité internationale : les actions syndicales ne se sont pas limitées à la Suède et ont également trouvé des prolongements dans d'autres pays nordiques.

Les multinationales disposent d'une puissance financière, technologique et juridique considérable. Pour leur faire face, les travailleurs ont besoin d'une solidarité dépassant l'entreprise, le secteur professionnel et même les frontières nationales.

Face à un capitalisme mondialisé, le mouvement syndical est-il capable d'organiser une réponse internationale ?

Concernant le parti révolutionnaire communiste, la réponse à cette question déterminera en grande partie sa capacité à défendre les droits sociaux dans les décennies à venir, avec un syndicalisme de classe ayant pour objectif l'abolition du capitalisme.

USA : Absence d'augmentations à Worldport ! Le syndicat silencieux

Les dirigeants du syndicat Teamsters⁸ restent silencieux ! Écrit un membre du CWPUSA⁹

Le 1er août, une augmentation de 1,22 \$ a été promise aux employés syndiqués Teamsters embauchés sous le régime de la convention collective 2023-2028. Or, de nombreux employés éligibles ne la perçoivent pas. La clause COLA (ajustement au coût de la vie), prévue à l'article 33 de la convention 2023-2028, constitue une augmentation supplémentaire entrant en vigueur lorsque le taux d'inflation aux États-Unis dépasse un certain seuil. L'inflation ayant augmenté de 4,4 % entre mai 2024 et mai 2025, les employés syndiqués auraient dû, selon les termes de la convention, recevoir un supplément de 22 cents sur leur augmentation de base d'un dollar dès le 1er août. Ce fait avait d'ailleurs été reconnu par les Teamsters sur leur site web en juin. Des signalements provenant de l'ensemble des installations d'UPS confirment que cette augmentation n'est pas versée. Pire encore, si une minorité d'employés indique avoir reçu l'augmentation, d'autres rapportent percevoir une somme inférieure au montant de base prévu. L'ancienneté ne semble pas non plus être le critère déterminant, puisque la grande majorité des employés comptant plus de dix ans d'ancienneté n'ont pas reçu ces 22 cents supplémentaires. Jusqu'à présent, tant les délégués syndicaux que la direction gardent le silence sur ce sujet ; certains refusent même d'en parler. Ils savent qu'il s'agit d'un vol de salaire ; une réaction rapide s'impose. Si la direction des Teamsters ne mobilise pas les travailleurs, qu'est-ce qui empêchera UPS de retenir encore plus d'argent en toute impunité ?

Jusqu'où laisserons-nous aller cette situation ? Les travailleurs doivent agir collectivement pour obtenir ce qui leur revient de droit ! La Communist Workers' Platform USA (CWPUSA) est solidaire de ses collègues d'UPS Worldport dans la lutte pour un syndicat bâti pour combattre l'exploitation et la tyrannie imposée par UPS.

Un mois d'octobre contre l'armement d'Israël

L'AFPS¹⁰, BDS-France¹¹, Stop Arming Israël¹² et Urgence Palestine¹³ organisent ensemble en octobre un mois d'action contre l'armement d'Israël. Dans un communiqué commun¹⁴ les quatre organisations dénoncent les trois ans de génocide du peuple palestinien, les trois ans de complicité des entreprises françaises d'armements, de transports et de l'État français. Ainsi les organisations ont-elles identifié 75 entreprises ayant des relations liées à l'armement avec Israël. Le communiqué souligne le rôle des organisations ouvrières dans la lutte et salue l'appel à une deuxième journée internationale d'action des dockers en octobre 2026.

Airbus Espagne, reconduction de la grève

ÉDITO

Le rapport de force à la rentrée ne se déterminera pas à Roland Garros face à l'offensive super austéritaire que mijotent patronat et pouvoir. Pourtant c'est là, qu'entre gens de bonnes compagnies sont venus à l'invitation du Medef, candidats à l'élection présidentielle et syndicalistes. Les capitalistes sont donc aux yeux de ceux venant se faire adouber, des partenaires sociaux et politiques acceptables. Ce n'est pas notre point de vue. Pour nous communistes, pour les travailleurs, les capitalistes sont nos exploiteurs et rien n'est à discuter; il faut les combattre afin d'abattre ce système dont tout montre qu'il mène l'Humanité à la catastrophe. A cette rentrée un seul mot d'ordre: organiser la lutte pour les revendications et contre la guerre impérialiste, ouvrir enfin une perspective de changement de société.

Sommaire :

Luttes

- *Grève ce samedi chez Gibert Joseph (Paris) :*
- *Les agents de la centrale nucléaire de Chinon appellent à la grève*
- *À Saint-Nazaire, la grève du service éducation se poursuit*
- *Le personnel soignant de l'hôpital de Redon en grève*
- *" Licenciés comme des malpropres " : le désarroi et la colère des salariés d'Aubin Imprimeur à Ligugé*
- *25 août 1944 Paris se libère*
- *Rassemblement pour le maintien du bureau de poste du Pont-de-Montvert (Lozère)*
- *Commerce : grève nationale 29 août, contre l'exploitation des travailleurs étrangers*
- *La caravane de la CGT dans les vignes en Champagne : tous les vendangeurs ont les mêmes droits*
- *Beaune Brioches succès de la solidarité de classe*
- *Ferropem (Savoie), les salariés toujours au chômage technique après 10 mois*

Dossiers ; Économie

- *Fibre Excellence : une offre de reprise*
- *Start-up, capital et fusion nucléaire*
- *Pigasse, un banquier de gôche ? mais surtout un banquier !*
- *La puissance de calcul : une marchandise ?*

International ; Solidarité internationaliste

- *Hyundai, Corée du Sud 40 000 employés se sont arrêtés afin de faire entendre leurs revendications*
- *Norvège: grève de contrôleurs aériens, très grosses perturbations*
- *Grève chez SPM Ferries Saint-Pierre-et-Miquelon*
- *Au Maroc, une grève des avocats longue de plus de cent jours paralyse la justice*
- *Une " guerre des gazoducs " sur fond géopolitique*
- *Trois ans de lutte face à Elon Musk et au pouvoir des multinationales : Tesla contre les syndicats suédois*
- *USA : Absence d'augmentations à Worldport ! Le syndicat silencieux*
- *Un mois d'octobre contre l'armement d'Israël*
- *Airbus Espagne, reconduction de la grève*

Luttes

Grève ce samedi chez Gibert Joseph (Paris) :

Suppressions d'emploi chez Gibert : les salarié·es sont en grève ce samedi avec piquet de grève. Venez soutenir la mobilisation des salarié·e-s ce samedi 29 août, à partir de 10 heures devant les magasins du boulevard Saint-Michel et 15-17 Boulevard Barbès

Mercredi 26 août, les salarié·e-s de Gibert Joseph Paris se sont massivement mobilisés à l'appel de la section CGT : avec 90 % de grévistes, la direction n'a pas pu ouvrir à la clientèle trois magasins sur cinq. A l'issue de la journée, les grévistes ont unanimement décidé de poursuivre le mouvement samedi 29 août. Cette grève fait suite à l'annonce par la direction de la fermeture du magasin de Barbès et la suppression de 32 postes au sein établissements parisiens. Sur l'ensemble du réseau national, c'est plus d'une centaine d'emplois menacés sur 500. En plus des licenciements annoncés, les salarié·e-s et leurs représentant·e-s alertent sur la continuité de l'activité de l'entreprise : PSE uniquement dicté par une logique comptable sans réflexion sur l'organisation future des magasins, crise de gouvernance avec le départ de plusieurs cadres (DRH, DAF...), absence de marchandises dans les rayons du fait de la décision de la direction d'externaliser la logistique etc... Venez soutenir la mobilisation.

Les agents de la centrale nucléaire de Chinon appellent à la grève

En réponse à la publication du rapport de la Cour des comptes, en juillet 2026, attaquant le « tarif agent » des salariés EDF, le syndicat CGT de la centrale nucléaire de Chinon appelle à la grève. A la sortie d'une assemblée générale du personnel, à l'appel de la CGT, réunissant près de 150 salariés, les agents EDF de la centrale nucléaire de Chinon vont entrer en grève vendredi 28 août 2026, jusqu'au 31 août. *« Les agents réunis ont décidé, à une très forte majorité pour exprimer leur fort attachement à leurs droits », de rencontrer le directeur du CNPE (Centre national de production électrique) de Chinon lors du CSE « pour lui dire leur colère du fait de ce rapport injuste ».* Rendez-vous est pris pour le 15 septembre afin de rejoindre la grève nationale.

A Saint-Nazaire, la grève du service éducation se poursuit

Le conflit lancé en février dernier s'est prolongé pendant l'été. Les grévistes et la municipalité s'étaient quittés début juillet sur un constat d'échec, après le refus par les premiers de signer le protocole de sortie de conflit. Le préavis court toujours jusqu'au 30 septembre 2026 et aucune nouvelle rencontre n'est pour l'heure programmée. La grève viendra-t-elle perturber la rentrée scolaire du mardi 1^{er} septembre 2026? Le préavis court donc toujours jusqu'au mercredi 30 septembre.

Le personnel soignant de l'hôpital de Redon en grève

Les soignants de l'EHPAD Les Mariniers, au Centre hospitalier intercommunal Redon-Carentoir, seront en grève, mardi 1^{er} septembre 2026. Parmi les revendications : le manque d'effectif, une organisation de travail perturbée et le manque de moyens pour soigner correctement les résidents. Epuisé par un été compliqué, le personnel soignant sera en grève le mardi 1^{er} septembre 2026. Les soignants dénoncent un manque d'effectif, une organisation de travail et de plannings perturbée, des conséquences sur l'accompagnement des résidents et de leurs familles et une dégradation du service de restauration.

" Licenciés comme des malpropres " : le désarroi et la colère des salariés d'Aubin Imprimeur à Ligugé

L'avenir de l'imprimerie centenaire Aubin, à Ligugé, s'assombrit. L'imprimeur Aubin, installé à Ligugé, près de Poitiers, se prépare à licencier 20 salariés. L'imprimerie emploie une centaine de personnes, la direction dit *« mettre en place un plan de sauvegarde de l'emploi "par décision unilatérale" »* Les représentants du personnel dénoncent une stratégie *« exclusivement financière de dépeçage de cette imprimerie plus que centenaire »* et un sacrifice des compétences. Fondée en 1891, l'imprimerie Aubin, connue notamment pour avoir imprimé des ouvrages comme Astérix, Le Petit Nicolas ou encore le Guide du Routard, est placée en redressement judiciaire depuis le début de l'année 2026. La DREETS (Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) a rejeté le plan social de l'imprimeur.

25 août 1944 Paris se libère

Nous reproduisons ici le discours de la Secrétaire générale de la CGT-Cochin, Aglawen Vega, lors de la commémoration de la libération de Paris.

Mesdames, Messieurs, Chers camarades

Nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre hommage aux femmes et aux hommes qui, dans les hôpitaux comme ailleurs, ont donné leur vie pour que nous vivions libres.

Le 25 août 1944, à l'initiative du peuple parisien, Paris était libéré du joug nazi et du régime de Vichy.

Cette journée appartient à notre histoire. Mais elle n'est pas seulement une commémoration. Elle est aussi un rappel : celui de ce que des femmes et des hommes ont été capables de construire lorsque, après les années de guerre, d'occupation et de collaboration, ils ont voulu donner à la République un nouveau souffle.

À la sortie de la guerre, la France était ravagée, meurtrie et appauvrie. Pourtant, dans ces circonstances terribles, des femmes et des hommes, réunis au sein du Conseil national de la Résistance, ont porté un projet de transformation profonde de notre société.

Le programme du CNR ne se résumait pas à reconstruire des bâtiments ou des infrastructures. Il s'agissait de reconstruire une République plus juste renouant avec les idéaux de la Révolution.

C'est dans cet esprit qu'ont été mises en place la Sécurité sociale, les retraites par répartition, la protection maternelle et infantile, et un vaste système de protection sociale permettant à chacun de pouvoir vivre dignement et de faire face aux grands risques de l'existence.

C'est aussi dans cet esprit que furent nationalisées des entreprises et des secteurs stratégiques, notamment dans la presse, dans les domaines bancaire, énergétique et industriel.

Derrière toutes ces décisions, il y avait une idée profondément républicaine : le bien commun doit primer sur les intérêts particuliers.

Cette idée, la « vertu républicaine », mérite aujourd'hui d'être rappelée.

Car l'héritage du Conseil national de la Résistance fait l'objet d'attaques répétées. Ce qui avait été conçu comme un patrimoine collectif est progressivement présenté comme une charge, une dépense, un archaïsme qu'il faudrait réduire ou démanteler.

Et parmi les institutions qui subissent cette logique, il y a notre hôpital public.

Nous le savons : depuis des années, les personnels hospitaliers alertent sur le manque de moyens, le manque de lits, le manque de soignants, l'épuisement des équipes et la dégradation des conditions de travail.

L'été caniculaire de 2026, qui a déjà fait 7300 morts en France, a une nouvelle fois été révélateur de l'état de délabrement de nos hôpitaux et de notre système de santé. Quand les températures deviennent extrêmes, ce sont les mêmes personnels qui doivent faire face, souvent avec des moyens insuffisants, à l'afflux de patients et aux conséquences sanitaires du dérèglement climatique.

Et pourtant, alors que notre hôpital manque de moyens, que nos soignants manquent de bras et que tant de patients attendent des soins dans des conditions toujours plus difficiles, d'autres choix budgétaires sont faits.

Des sommes considérables sont consacrées à l'augmentation des dépenses militaires et à la préparation d'une guerre rejetée par la grande majorité des Français, jusqu'à voir apparaître des documents élaborés conjointement par les ministères des Armées et de la Santé afin de préparer les établissements et les soignants à accueillir un afflux de soldats blessés en cas de conflit majeur.

La question que nous devons nous poser est simple : quelle société voulons-nous construire et pour quel avenir?

Une société qui se prépare à soigner davantage de blessés de guerre tout en laissant son hôpital public se dégrader?

Une société qui accepte de réduire les moyens consacrés à la santé tandis que les dépenses militaires explosent ?

Ou une société considérant que protéger la population, c'est d'abord lui garantir l'accès aux soins, à la prévention, à la protection sociale et à des services publics dignes de ce nom ?

Commémorer la Libération de Paris, ce n'est pas seulement regarder vers le passé de façon illimitée, pourquoi est-elle suivie de près par les syndicats toulousains

Rassemblement pour le maintien du bureau de poste du Pont-de-Montvert (Lozère)

Ils étaient quelques dizaines le jeudi 19 août à Pont de Montvert sur la place du marché afin de demander la réouverture et le maintien du bureau de poste fermé depuis un mois. Sur la banderole accompagnant le rassemblement on pouvait lire : " *Ici, le service public a une adresse* ". Les habitants font signer une pétition en ligne de soutien à leur action.

Commerce : grève nationale 29 août, contre l'exploitation des travailleurs étrangers

La Fédération Commerce Services CGT appelle à une grève nationale le 29 août pour protester contre l'exploitation des travailleurs étrangers. Tout particulièrement pour dénoncer le licenciement abusif de Ayoub. Ce dernier après avoir demandé à son employeur de faire les démarches nécessaires pour qu'il obtienne son autorisation de travail, cette dernière l'a suspendu pendant trois mois puis il a été licencié sans aucune explication. Pour la CGT c'est une intimidation contre tous ceux qui défendent légitimement leurs droits. La CGT réclame la réintégration de Ayoub et la régularisation de tous les travailleurs de chez *Action*. Si Toulouse est l'épicentre de la mobilisation, le mouvement s'étend car ce qui arrive à Ayoub n'est pas propre à *Action*, ce sont partout les mêmes pratiques et les mêmes souffrances pour les salariés.

La caravane de la CGT dans les vignes en Champagne : tous les vendangeurs ont les mêmes droits

Chaque année, près de 100.000 travailleurs saisonniers viennent pour vendanger en Champagne. Les militants de la CGT animant la caravane en sillonnant les vignobles sont là pour expliquer aux saisonniers qu'ils ont des droits. Qu'il existe un code du travail et des règles concernant les rémunérations, les temps de pause et

l'hébergement. Devant des scandales liés à des hébergement insalubres, la Préfecture a dû procéder à des fermetures. Le 14 août, rappelons le, deux vendangeurs sont morts du fait des conditions climatiques¹.

Beaune Brioches succès de la solidarité de classe

Les salariés de Beaune Brioches ont obtenu un joli succès. Grâce à leur mobilisation et leur pétition, ils ont contraint la Préfecture de la Côte-d'Or en accordant une autorisation de travail à la direction pour Mahamadou, étudiant salarié étranger. Ce succès montre que seule l'action résolue peut mettre fin à une situation injuste et inacceptable.

Ferropem (Savoie), les salariés toujours au chômage technique depuis 10 mois

Depuis dix mois, les salariés de ferropem² sont au chômage technique. Cette entreprise produit du silicium, elle est féroce ment concurrencée par les producteurs chinois. Les salariés sont dans l'attente d'une réponse de la commission européenne d'adoption de mesures anti-dumping demandées par Ferroglobe. Cette entreprise a cessé toute activité en France depuis l'automne dernier³. L'inaction de la commission européenne semble liée au fait que de nombreuses entreprises dans les pays européens s'approvisionnent en silicium chinois et ne sont pas pressés de rompre une relation commerciale financièrement intéressante. Elles préfèrent laisser des dizaines de travailleurs sur le carreau quant aux questions de souveraineté nationale en lien avec un matériau aussi stratégique que le silicium, elles ne les préoccupent absolument pas !

Dossiers : Économie

Fibre Excellence : une offre de reprise

Le 24 août, une offre de reprise de *Fibre excellence* de Saint-Gaudens a été déposée *in-extremis* au tribunal de commerce de Toulouse par la région Occitanie via son agence d'investissement. Le projet est monté autour du groupe *Soprema*⁴ spécialisé dans la fabrication d'isolants à base de bois. L'offre prévoyant un plan d'investissement de 90 millions dont 5 apportés par la région reprendrait les 270 salariés. Le tribunal se prononcera le 8 septembre.

Start-up, capital et fusion nucléaire

La fusion nucléaire semble devenir un secteur particulièrement attractif pour les investissements capitalistes si l'on en juge par la floraison des start-up dédiées à cette filière et les sommes importantes qu'ils drainent en capital privé et aides publiques. Ainsi, en 2026 les fonds privés ont déjà investi 4 milliards de dollars selon la Fusion Industry Association⁵ sur les 14 milliards déjà investis. Ce mouvement est particulièrement perceptible aux États-Unis en Allemagne et au Japon. Le Japon vient de dévoiler son projet Starlight avec l'objectif de mettre en route un prototype en 2035. De son côté, l'Allemagne rappelle le, a fermé ses centrales nucléaires et ambitionne de construire la première centrale à fusion nucléaire. La France pour sa part est engagée dans le programme dédié ITER. Il s'agit d'un grand programme international⁶. Si l'agitation observée autour de la fusion nucléaire a pour carburant l'augmentation importante des besoins en énergie non carbonée et le coût relativement modeste de l'hydrogène et du deutérium pour alimenter ces machines, il y a cependant loin de la coupe au levre tant les problèmes techniques à résoudre sont complexes à l'échelle de machines industrielles. Une récente conférence⁷ au CUEM en rappelait les réalités. Selon un chercheur du CNRS cité par le journal *Les Echos* du 19 août : " *Il ne faut pas s'attendre raisonnablement à voir une première centrale à fusion commercialiser de l'électricité avant 2060* " ajoutant qu'il s'agissait d'un scénario optimiste. L'engouement d'investisseurs n'est sûrement pas lié à cette longue attente mais au fait que les start-up, en particulier américaine font miroiter une avancée rapide et donc des profits subséquents.

Pigasse, un banquier de gôche ? mais surtout un banquier !

Il court les universités d'été, après celle des verts, celle de LFI, courtoisé comme banquier de *gôche*, il professe la bonne parole, valide le programme des uns et des autres et dans une interview au Journal du Dimanche, il affirme ; " *je ne suis pas noble* " et " *je fais partie du tiers-état*". Révolutionnaire en diable, il appelle à rien de moins qu'à : " *une nuit d'abolition des privilèges climatiques* ". Dans un mouvement encore plus osé, il plagie *l'Internationale* en déclarant : " *Il faut faire table rase du passé et changer l'avenir.* "

Mais qui, des travailleurs, peut faire confiance à un banquier d'affaires pour défendre ses intérêts de classe ? Posons la question aux travailleurs grecs, matraqués dans le processus de règlement de la dette grecque exigée par le FMI et l'UE et dont Pigasse fut l'auteur.

Décidément, rien n'est à attendre de tout cela, de Pigasse et de ceux lui donnant l'occasion de se faire passer pour ce qu'il n'est pas. Pigasse banquier défend ses intérêts de la classe des exploités alors, *soufflons nous même notre forge* celle de la lutte de classe pour abattre le capitalisme !

La puissance de calcul : une marchandise ?

Dernièrement, les marchés financiers ont pour lubie de fixer un prix à l'heure de puissance de calcul. Tous les autres produits ont un cours, pourquoi pas lui ?

En effet pour l'IA, la puissance de calcul est indispensable, pour cette raison entre autres vont être mis en place pour la première fois deux « contrats à termes » indexés sur le coût de location des H100 et Blackwell B200 (deux puces utilisées par l'IA). Ces contrats permettent de se protéger d'une explosion des prix de la « puissance de calcul ».

En effet, la course à l'obtention de ce bien est déjà très engagée, les entreprises d'IA comme Anthropic, Meta ou encore OpenAI en ont besoin pour entraîner de plus gros modèles ou augmenter la taille de leur serveur. Les fabricants de puces créent le produit équipant ensuite les *data centers* de Microsoft ou de Google qui louent eux-mêmes leur puissance de calcul aux entreprises de développement d'IA. Fixer un prix spécifique pour ces heures de locations semble donc tout à fait logique du point de vue capitaliste, vu la hausse de la demande. Les « contrats à termes » (c'est-à-dire que l'acheteur promet d'acheter, et le vendeur de vendre, un actif sous-jacent à un prix fixé dans le présent mais avec une livraison et un règlement dans le futur) permettent de mettre en place un prix futur arrangeant tout le monde, et dans le même temps de prétendre à désigner le futur prix de référence du produit.

Pourtant, si certains comparent déjà la puissance de calcul au pétrole, celle-ci s'apparente plutôt à de l'électricité. Elle ne peut pas être stockée et revendue plus tard, si elle est inutilisée elle disparaît, de plus, les puces utilisées ne sont pas interchangeables ce qui rend la comparaison difficile.

International : Solidarité internationaliste

Hyundai, Corée du Sud 40 000 employés se sont arrêtés afin de faire entendre leurs revendications

Le 20 août, 40 000 des 73 000 salariés des usines de Corée du Sud du constructeur automobile Hyundai ont fait grève à l'appel de leur syndicat. C'est la plus grosse grève chez Hyundai depuis dix ans ! Des débrayages devaient à nouveau avoir lieu lundi et mardi mais les négociations salariales ont abouti à un accord. Les employés de l'entreprise ont mené un total de 60 heures de grève cette année, le conflit social a coûté quelque 1,37 milliard d'euros à l'entreprise, la production de 55 200 voitures a ainsi été perturbée. La grève montre la force des travailleurs! "*Nous sommes convenus d'augmenter le salaire mensuel de base de 100.000 won (62 euros) et de verser une prime équivalente à quatre mois de salaire*", a indiqué le syndicat à l'AFP dans un communiqué. Les deux parties ont également acté le futur relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, contre 60 ans actuellement et la fin du plafonnement des salaires en fin de carrière. La loi coréenne est particulièrement désavantageuse pour les salariés âgés. Ils sont contraints de partir à la retraite à 60 ans, génial pourrait-on penser en France. Sauf ici, la pension de retraite n'est versée qu'à partir de 65 ans, entre-temps, l'allocation chômage est dérisoire et ne permet pas de vivre décemment.

L'automatisation toujours plus grande des usines crée une peur légitime de perdre son emploi chez les ouvriers. Hyundai mène d'ailleurs un projet de robots humanoïdes pour ses lignes de production. Le premier déploiement devrait avoir lieu dès 2028 dans l'usine américaine de la marque. Même dans les postes de bureau, les salariés craignent d'être remplacés par l'IA. Alors, parmi les revendications de cette grève, les employés de Hyundai réclament des garanties sur la pérennité de leur poste à long terme.

Une manifestation à Séoul a eu lieu devant le siège de la marque, avec plus de 3 000 ouvriers. Cette grève fait suite à l'échec des premières négociations salariales ayant eu lieu à la suite des arrêts de juillet et août. Hyundai a enregistré un chiffre d'affaires record au deuxième trimestre de 49.200 milliards de won.

Norvège: grève de contrôleurs aériens, très grosses perturbations

La grève des contrôleurs aériens norvégiens a entraîné la fermeture d'Oslo-Gardermoen au trafic commercial régulier, dimanche 23 août, de 6h30 à 11h30. Un conflit sur les pauses, les conditions de travail, les salaires. « *Les contrôleurs peuvent risquer de travailler entre huit et seize heures sans pause, ce que nous jugeons inacceptable* », a déclaré Robert Gjønnnes, dirigeant du syndicat. La désorganisation s'est prolongée sur l'ensemble du réseau, avec annulations, retards en cascade et une capacité du contrôle aérien durablement réduite. Près de 140 vols annulés à Oslo. La perturbation est d'autant plus sensible ici, constituant le pivot des liaisons domestiques norvégiennes et une plateforme majeure pour les liaisons scandinaves et européennes. L'aéroport devait accueillir quelque 95 500 passagers. La grève est intervenue après l'échec de la médiation entre le syndicat des contrôleurs aériens et l'organisation patronale Spekter.

Une nouvelle grève était annoncée à partir de mardi. Sous la pression l'association norvégienne des contrôleurs aériens et l'organisation patronale Spekter ont conclu lundi un accord à l'issue de près de six heures de négociations, mettant fin à un mouvement ayant fortement désorganisé les aéroports. L'accord prévoit une revalorisation salariale, l'organisation des pauses pour les contrôleurs, le texte ouvre une discussion sur une politique dédiée aux contrôleurs âgés de plus de 55 ans.

Grève chez SPM Ferries Saint-Pierre-et-Miquelon

Les employés de SPM Ferries ont déposé deux préavis de grève, l'un concernant les agents territoriaux à terre, l'autre les marins. Ils dénoncent, une dégradation de leurs conditions de travail. Un exécutif territorial "confiant" : *« Ce qui prévaut, c'est l'intérêt général, le service public et bien entendu le bien-être de nos agents et l'intérêt de la population. Parce que, derrière, si demain il y a une grève à partir de jeudi, qui peut potentiellement être reconductible, c'est tout le territoire qui se retrouve pénalisé. »* déclare Bernard Briand, président de la Collectivité territoriale, auprès de Saint-Pierre-et-Miquelon. Une phase de médiation avait été obtenue en juin dernier par les représentants syndicaux de la régie de transports maritimes, sans succès, amenant à la situation actuelle. *« On a réussi à trouver des ententes pour revaloriser de manière plus importante les salaires les plus bas, donc ceux des matelots de 8 %, et ensuite dégressif jusqu'à 4 % pour les officiers, avec en plus des intéressements nouveaux, des primes et des indemnités. »* note le président de la Collectivité territoriale. A suivre...

Au Maroc, une grève des avocats longue de plus de cent jours paralyse la justice

L'Association des barreaux du Maroc proteste depuis le début de l'année contre une nouvelle loi régissant l'exercice du métier d'avocat. Elle voit dans ce texte une *« atteinte à leur indépendance »*. La réforme du métier d'avocat ne passe décidément pas. Une nouvelle loi encadrant l'exercice de la profession a beau avoir été publiée au *Bulletin officiel*, le 20 août, l'Association des barreaux du Maroc appelle à poursuivre la grève. Celle-ci dure sans discontinuer depuis le 15 juin, après une première cessation d'activité d'un mois entre janvier et février. Soit plus de cent jours de mobilisation depuis le début de l'année. Le mouvement est tel qu'aucun des quelque 17 000 avocats du royaume, partisan ou non de la grève, n'est en mesure d'exercer normalement.

Consigne a été donnée de *« ne rien faire »*, témoigne anonymement l'un d'eux, travaillant à Marrakech. La situation est suffisamment exceptionnelle pour que l'ordre de Casablanca, le plus important du pays, ait décidé d'octroyer des indemnités aux stagiaires et titulaires les plus précaires. Pendant ce temps, la justice tourne au ralenti.

Une " guerre des gazoducs " sur fond géopolitique

L'Algérie et le Maroc s'affrontent autour de deux mégaprojets concurrents visant à acheminer le gaz du Nigeria vers l'Europe. Effet collatéral de l'antagonisme entre les deux pays autour du contentieux sur le Sahara occidental.

L'Algérie soutient la cause sahraouie et le Front Polisario revendiquant le droit à l'autodétermination du Sahara occidental et hébergeant les camps de réfugiés de Tindouf, appuyant également la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Le Maroc, quant à lui revendique et contrôle la majeure partie du Sahara occidental, le considérant comme une partie intégrante de son territoire national.

L'Algérie, premier exportateur africain de gaz naturel, a mis fin en 2022 au contrat du GME (Gazoduc Maghreb Europe) celui-ci desservait l'Espagne en gaz algérien en transitant par le Maroc, ce dernier a perdu les redevances financières importantes et le gaz naturel alimentant deux de ses centrales électriques. Cette décision faisait suite à la rupture des relations diplomatiques entre Alger et Rabat intervenue en août 2021. Premier exportateur: l'Algérie reste un fournisseur majeur pour l'Europe, mais utilise d'autres routes, l'approvisionnement continu par le gazoduc direct Medgaz (qui relie l'Algérie à l'Espagne sans passer par le Maroc) et par des navires transportant du gaz naturel liquéfié (GNL).

Le projet de méga-gazoduc marocain :

Le 20 juillet 2026, le projet est validé par la CEDEAO (Communauté économique d'Afrique de l'Ouest), les dirigeants ouest-africains ont donné leur aval au gazoduc transatlantique Nigeria-Maroc. *« Les pays sur le tracé ont besoin d'une énergie durable afin d'assurer leur développement économique. Les industries minières énergivores, ont besoin d'une énergie stable et durable comme le gaz »*. Les dirigeants locaux mettent en avant l'objectif de lutte contre la pauvreté, le verdissement des activités, cela constitue un écran idéal en faveur de leurs objectifs d'enrichissement.

Les travaux devraient débuter en 2028 pour un coût total estimé à 25 milliards de dollars, long de 7 000 kilomètres, un gazoduc sous-marin contournera la côte ouest de l'Afrique et connectera l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest jusqu'au Maroc et en fin de course une partie du gaz serait exportée vers l'Europe. Le gazoduc créerait un marché ouest-africain du gaz naturel, permettant aux pays de la région d'accéder à ce combustible et de valoriser leurs réserves pour ceux en possédant. Un changement, car actuellement le gaz est extrait des pays africains, raffiné et traité à l'étranger, puis réexpédié vers les pays africains à un prix trois ou quatre fois supérieur ! Cette nouvelle filière selon leurs auteurs stimulera la croissance industrielle régionale,

(comprendre les profits pour les multinationales) mais aussi de renforcer la puissance de l'Afrique sur la scène internationale afin de négocier et avoir une place à la table des négociations mondiales.

La création de la société de projet sera basée à Casablanca [Maroc], le siège de l'autorité de gouvernance du gazoduc, est prévu à Abuja [capitale du Nigeria]. Le Nigeria, possède les plus grandes réserves de gaz connues du continent africain,

Les travaux devraient débuter en 2028 pour de premières livraisons de gaz en 2031. Sauf qu'aucun bailleur n'a encore confirmé d'engagement financier définitif pour ce projet évalué à 25 milliards de dollars.

600 millions d'Africains sans lumière

L'Afrique de l'Ouest doit-elle dépenser 41 milliards d'euros pour construire deux nouveaux gazoducs et prolonger sa dépendance aux énergies fossiles ? Le gazoduc servira-t-il en priorité à l'exportation du gaz vers l'Europe, les enjeux de l'Afrique du point de vue de l'impérialisme sont de tenir sous sa coupe les pays africains afin d'en exploiter les richesses naturelles et sa population représentant une source de force de travail jeune et importante. Le gaz est un peu plus « propre » que le charbon et le pétrole, deux fois moins émetteur de CO₂ que le charbon pour la production d'électricité. Le problème de l'Afrique est aujourd'hui la production d'énergie... 600 millions d'africains n'ont toujours pas d'électricité, la base pour avoir de la lumière, cuisiner sans charbon ou pouvoir utiliser un frigo... L'Afrique a droit à l'énergie pour se développer, comme le stipule l'ONU. Mais ce gazoduc, s'il voit un jour le jour, ne risque-t-il pas d'enfermer les pays dans une dépendance au gaz, avec une conséquence, retarder le déploiement des énergies renouvelables ? C'est l'argument développé par certains experts et ONG, parce qu'un gazoduc à 23 milliards d'euros, il faut l'amortir. Ces infrastructures gazières, vu les montants d'investissements nécessaires, ont besoin de fonctionner sur plusieurs décennies pour être rentabilisées, au moins 20, 30, 40 ans ou plus. L'ONG Reclaim Finance, travaille sur le financement de la transition énergétique/ *C'est quand même préoccupant, voire alarmant, de voir qu'on dédie de telles sommes d'argent à ce type d'infrastructures. Ce sont des montants qui ne sont pas utilisés pour le développement des infrastructures renouvelables.* » Les énergies renouvelables présentent plusieurs avantages pour l'Afrique comme le solaire : 7 des 10 pays dans le monde les plus ensoleillés sont en Afrique. Le soleil, c'est. Avec le solaire, nul besoin de construire de lignes électriques. Le prix des batteries pour stocker l'énergie solaire s'est effondré et on peut construire n'importe où des mini-centrales solaires.

Un gazoduc concurrent de celui du Maroc :

Le 11 février 2025, l'Algérie, le Nigeria et le Niger ont signé des accords afin d'accélérer la réalisation du gazoduc transsaharien coût estimé : entre 12 et 18 milliards d'euros, la longueur du gazoduc Transsaharien sera de 4 128 km et sa capacité annuelle de trente milliards de mètres cubes. Le ministère algérien précise : « *le tronçon engagé captera à la fois du gaz nigérian et « des volumes supplémentaires produits en Algérie sur un certain nombre de bassins gaziers en cours de mise en valeur ou nouveaux, en particulier celui d'Ahnet* ».

En février 2026, le Niger et l'Algérie annoncent le lancement du premier tronçon du gazoduc transsaharien passant par le Niger. Le 4 juin 2026, les travaux sont officiellement lancés dans l'extrême sud de l'Algérie, 70% des travaux sont déjà réalisés au Nigéria et en Algérie, ces derniers financeront la partie nigérienne.

Il est indispensable de revendiquer la socialisation des moyens de production des secteurs stratégiques et leur appropriation démocratiques par les salariés et les peuples. La question centrale est bien celle de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, leur appropriation, comme celle du pouvoir d'État, par les travailleurs salariés en tant que classe.

Trois ans de lutte face à Elon Musk et au pouvoir des multinationales : Tesla contre les syndicats suédois

Le conflit entre Tesla et les syndicats suédois oppose une multinationale emblématique de la nouvelle économie au modèle social suédois fondé sur la négociation collective. Pour comprendre cette confrontation, il faut d'abord comprendre ce que représente la convention collective en Suède où 90% des salariés sont couverts par une convention collective. Contrairement à la France, où une grande partie du droit du travail repose sur la loi et le Code du travail, le système suédois repose largement sur la négociation entre organisations syndicales et employeurs. Les conventions collectives déterminent notamment les salaires, les horaires, les retraites professionnelles, les assurances, les congés et les conditions de travail. Environ neuf salariés suédois sur dix sont couverts par une convention collective. Ce système repose sur une tradition de plus d'un siècle de négociation entre syndicats et employeurs. Le conflit a commencé en octobre 2023, lorsque les mécaniciens de Tesla en Suède se sont mis en grève pour obtenir une convention collective. Tesla refusait de signer une telle convention. Pour les syndicats suédois, l'enjeu dépassait largement les salaires : il s'agissait de défendre le modèle suédois de relations sociales, dans lequel une grande partie des conditions de travail est déterminée par des accords entre syndicats et employeurs plutôt que par la loi. Plusieurs autres syndicats ont alors engagé des actions de solidarité : électriciens, dockers, employés des services postaux, etc. Le but était de rendre plus difficile le fonctionnement de Tesla en Suède et de contraindre l'entreprise à négocier.

Le 13 août 2026, le syndicat IF Metall a annoncé l'arrêt de son conflit avec Tesla, après que l'entreprise eut racheté les contrats de tous les salariés grévistes membres du syndicat. La fin effective des actions a été fixée au 19 août. IF Metall a considéré cette pratique comme sans précédent dans l'histoire récente du mouvement syndical suédois. À court terme, les syndicats n'ont pas obtenu leur objectif principal : Tesla n'a pas signé de convention collective. Le syndicat Unionen reconnaît lui-même que le conflit s'est terminé sans convention collective chez Tesla.

Mais il serait trop simple de conclure à une défaite pure et simple. Le conflit a duré près de trois ans et a mobilisé une grande partie du mouvement syndical suédois. Cette mobilisation, estime la confédération LO a renforcé la visibilité et le soutien public au modèle des conventions collectives. Le cas Tesla pose donc une question beaucoup plus large : Une multinationale disposant de moyens financiers considérables peut-elle s'installer dans un pays tout en refusant les règles sociales structurant traditionnellement son marché du travail ? C'est un excellent sujet pour un article militant sur le rapport de forces entre capital multinational et mouvement syndical, notamment en faisant le parallèle avec la situation française et l'évolution du syndicalisme.

Les multinationales disposent aujourd'hui d'une capacité de mobilité et de contournement considérable. Elles peuvent déplacer une partie de leur production, modifier leurs chaînes logistiques, externaliser certaines activités ou utiliser leur puissance financière afin de résister à des conflits locaux.

Face à cela, le syndicalisme ne peut pas rester uniquement national. Le conflit Tesla a justement montré l'intérêt d'une solidarité internationale : les actions syndicales ne se sont pas limitées à la Suède et ont également trouvé des prolongements dans d'autres pays nordiques.

Les multinationales disposent d'une puissance financière, technologique et juridique considérable. Pour leur faire face, les travailleurs ont besoin d'une solidarité dépassant l'entreprise, le secteur professionnel et même les frontières nationales.

Face à un capitalisme mondialisé, le mouvement syndical est-il capable d'organiser une réponse internationale ?

Concernant le parti révolutionnaire communiste, la réponse à cette question déterminera en grande partie sa capacité à défendre les droits sociaux dans les décennies à venir, avec un syndicalisme de classe ayant pour objectif l'abolition du capitalisme.

USA : Absence d'augmentations à Worldport ! Le syndicat silencieux

Les dirigeants du syndicat Teamsters⁸ restent silencieux ! Écrit un membre du CWPUSA⁹

Le 1er août, une augmentation de 1,22 \$ a été promise aux employés syndiqués Teamsters embauchés sous le régime de la convention collective 2023-2028. Or, de nombreux employés éligibles ne la perçoivent pas. La clause COLA (ajustement au coût de la vie), prévue à l'article 33 de la convention 2023-2028, constitue une augmentation supplémentaire entrant en vigueur lorsque le taux d'inflation aux États-Unis dépasse un certain seuil. L'inflation ayant augmenté de 4,4 % entre mai 2024 et mai 2025, les employés syndiqués auraient dû, selon les termes de la convention, recevoir un supplément de 22 cents sur leur augmentation de base d'un dollar dès le 1er août. Ce fait avait d'ailleurs été reconnu par les Teamsters sur leur site web en juin. Des signalements provenant de l'ensemble des installations d'UPS confirment que cette augmentation n'est pas versée. Pire encore, si une minorité d'employés indique avoir reçu l'augmentation, d'autres rapportent percevoir une somme inférieure au montant de base prévu. L'ancienneté ne semble pas non plus être le critère déterminant, puisque la grande majorité des employés comptant plus de dix ans d'ancienneté n'ont pas reçu ces 22 cents supplémentaires. Jusqu'à présent, tant les délégués syndicaux que la direction gardent le silence sur ce sujet ; certains refusent même d'en parler. Ils savent qu'il s'agit d'un vol de salaire ; une réaction rapide s'impose. Si la direction des Teamsters ne mobilise pas les travailleurs, qu'est-ce qui empêchera UPS de retenir encore plus d'argent en toute impunité ? Jusqu'où laisserons-nous aller cette situation ? Les travailleurs doivent agir collectivement pour obtenir ce qui leur revient de droit ! La Communist Workers' Platform USA (CWPUSA) est solidaire de ses collègues d'UPS Worldport dans la lutte pour un syndicat bâti pour combattre l'exploitation et la tyrannie imposée par UPS.

Un mois d'octobre contre l'armement d'Israël

l'AFPS¹⁰, BDS-France¹¹, Stop Arming Israël¹² et Urgence Palestine¹³ organisent ensemble en octobre un mois d'action contre l'armement d'Israël. Dans un communiqué commun¹⁴ les quatre organisations dénoncent les trois ans de génocide du peuple palestinien, les trois ans de complicité des entreprises françaises d'armements, de transports et de l'État français. Ainsi les organisations ont-elles identifié 75 entreprises ayant des relations liées à l'armement avec Israël. Le communiqué souligne le rôle des organisations ouvrières dans la lutte et salue l'appel à une deuxième journée internationale d'action des dockers en octobre 2026.

Airbus Espagne, reconduction de la grève

La grève des salariés d'Airbus avait mobilisé près de 50 % des salariés au début de l'été et ne s'est pas essoufflée avec les vacances. Les salariés d'Airbus en Espagne ont voté pour la reconduction illimitée de la grève. Le conflit

porte sur les salaires et le maintien du télétravail deux jours par semaine. Cette initiative, rappelons-le, est née en dehors des organisations syndicales. Elle s'est structurée autour d'un groupe Instagram comptant plusieurs milliers de participants. Cette grève, sa forme d'organisation, sa durée et son ampleur devrait interroger les organisations syndicales d'Airbus en France.



[1](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4081-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-293-du-20-aout-2026) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4081-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-293-du-20-aout-2026>

[2](https://fr.wikipedia.org/wiki/FerroGlobe) <https://fr.wikipedia.org/wiki/FerroGlobe>

[3](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3997-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-284-du-18-juin-2026) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3997-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-284-du-18-juin-2026> ; <https://www.ici.fr/auvergne-rhone-alpes/savoie-73/montricher-albanne/ferroglobe-entre-chomage-partiel-et-espoir-d-une-decision-europeenne-l-avenir-suspendu-du-silicium-francais-7124366>

[4](https://www.soprema.fr/notre-entreprise) <https://www.soprema.fr/notre-entreprise>

[5](https://www.fusionindustryassociation.org/) <https://www.fusionindustryassociation.org/>

[6](https://fr.wikipedia.org/wiki/ITER) <https://fr.wikipedia.org/wiki/ITER> ; <https://www.iter.org/fr>

[7](https://www.cuem.info/?page_id=1420) https://www.cuem.info/?page_id=1420

[8](https://fr.wikipedia.org/wiki/International_Brotherhood_of_Teamsters) https://fr.wikipedia.org/wiki/International_Brotherhood_of_Teamsters

[9](https://newworker.us/labor/raises-missing-across-worldport-teamster-leaders-silent) <https://newworker.us/labor/raises-missing-across-worldport-teamster-leaders-silent>

[10](https://www.france-palestine.org/) <https://www.france-palestine.org/>

[11](https://www.bdsfrance.org/) <https://www.bdsfrance.org/>

[12](https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/) <https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/>

[13](https://www.urgence-palestine.com/) <https://www.urgence-palestine.com/>

[14](https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/octobre-2026-mois-daction-contre-larmement-disrael/) <https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/octobre-2026-mois-daction-contre-larmement-disrael/>

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

*Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement*